

- Lettre des organisations de la société civile - 1er décembre 2011

A l'attention des membres du Comité de transition et des Présidents des groupes de pays :

Nous, organisations de la société civile et des mouvements sociaux, sommes profondément préoccupés par l'orientation actuelle du Fonds Vert pour le Climat (FVC). Nous sommes très inquiets de voir ce fond transformé en « Greedy Corporate Fund » servant les intérêts des entreprises multinationales et du secteur financier plutôt que de garantir le financement d'activités visant à protéger la planète et à lutter contre la pauvreté dans les pays en développement. Nous sommes particulièrement préoccupés par les propositions actuelles visant à établir, dans le cadre du Fonds Vert pour le Climat (FVC), un dispositif en faveur du secteur privé (« private sector facility »). Ce dispositif permettrait aux entreprises multinationales d'accéder directement au FVC en vue de financer leurs activités dans les pays en développement en contournant le contrôle des gouvernements de ces pays.

Nous pensons au contraire que la place du secteur privé au sein du FVC doit être décidée, gérée, règlementée et promue au niveau national et infra-national en lien avec les priorités et besoins des pays, et non pas alignée sur les intérêts des entreprises. **Nous sommes donc fermement opposés à ce que les ressources du Fonds Vert pour le Climat soient directement accessibles au secteur privé, et ce notamment à travers la mise en place d'un dispositif en faveur du secteur privé.**

Un Fonds global pour le climat doit soutenir les populations des pays en développement, tant dans les secteurs public et privé, pour lutter efficacement contre les changements climatiques. Nous attendons donc du FVC qu'il contribue à rendre soutenables et dynamiques les économies locales des pays en développement.

L'objectif du FVC n'est pas de subventionner les entreprises multinationales ou les institutions financières. Mais néanmoins, tel que cela est actuellement écrit dans le rapport final du Comité de transition pour la mise en œuvre du Fonds pour le Climat de la Conférence des Parties, le Fonds permettrait justement d'aller en ce sens: « Le Fonds établira un mécanisme en faveur du secteur privé lui permettant de financer directement ou indirectement les actions d'atténuation ou d'adaptation menées par le secteur privé au niveau national, régional et international. »

Peu de mesures d'adaptation menées dans les pays en développement seront attractives pour le secteur privé si elles ne génèrent pas de bénéfice. Certains programmes d'atténuation clés, tels que les projets visant à favoriser l'accès des populations pauvres à l'énergie, ne seraient pas des activités financièrement lucratives. Or c'est justement sur ce type d'investissement en faveur des biens publics que le FVC devrait se concentrer. Ainsi, l'établissement d'un dispositif en faveur du secteur privé détournerait les ressources limitées des financements pour le climat qui, plutôt que soutenir l'investissement dans les biens publics, serviraient à subventionner le secteur privé à but lucratif.

Par ailleurs, le Fonds Vert pour le Climat ne devrait pas être associé aux marchés carbone et autres instruments financiers à risque. A titre d'exemple, les marchés dérivés du carbone ont déjà été impliqués dans des scandales commerciaux et environnementaux, et n'ont par ailleurs pas offerts de prix du carbone élevés ni de revenus durables. Au contraire, les prix du carbone ont été très volatiles, et finalement, très faibles. Par conséquent, un dispositif en faveur du secteur privé associé aux marchés carbone ne pourra en aucun cas être une source de financement fiable pour les actions d'adaptation et d'atténuation en faveur des pays en développement. En outre, d'après la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), les financements doivent provenir sous la forme de dons et de prêts à condition préférentiels.

Pour faire face à la crise climatique, les pays en développement ont nécessairement besoin du

soutien du FVC. Mais celui-ci ne doit pas servir à subventionner les entreprises transnationales ou le secteur financier ; le FVC ne doit pas comporter de dispositif en faveur du secteur privé.

Nous vous remercions de l'attention que vous portez à nos préoccupations exprimées ci-dessus.

[1] Par exemple, entre 2008 et 2010, 63% de l'ensemble des investissements de l'industrie financière internationale dans les pays à faible revenus provenaient des entreprises multinationales des pays de l'OCDE

Version originale et liste des organisations signataires disponibles sur
http://libcloud.s3.amazonaws.com/93/b8/c/895/2/12-1-11_priv_sect_facility_GCF_lett_FINAL_w_sigs.pdf

Pour aller plus loin, voir « Green Climate Fund: key considerations at COP17 » :
<http://libcloud.s3.amazonaws.com/93/c4/5/896/2/GCF-COP17-key-considerations.pdf>

Organisations signataires :

Internationales

ActionAid
Asia Pacific Forum on Women, Law and Development
BankTrack
CEE Bankwatch Network
European Network on Debt and Development (EURODAD)
Feminist Task Force
Focus on the Global South
Friends of the Earth International
Global Alliance for Incinerator Alternatives (GAIA)
Jubilee South - Asia/Pacific Movement on Debt and Development
Medical Mission Sisters, Sector Asia
Pan African Climate Justice Alliance (PACJA)
Social Watch
Third World Network
Argentina
ATTAC Argentina
El Otro Medio

Australia

AIDWATCH
Austria
Center for Encounters and Active Non-Violence
GLOBAL 2000
Austria

Barbados

Caribbean Policy Development Centre

Belgium

11.11.11- Coalition of the Flemish North-South Movement

Bolivia

Centro de Mujeres Candelaria

Fundación Solon

Plataforma Boliviana Frente al Cambio Climático / Bolivian Climate Change Platform

Red de Comunicaciones Apachita

Canada

Friends of the Earth Canada

Social Justice Committee of Montreal

Chile

Colectivo VientoSur

China

Greenpeace

Natural Resources Defense Council (NRDC)

Denmark

K.U.L.U.-Women and Development

Ecuador

Colectivo de Mujeres Acción Política por la Equidad

Ecuador Decide

El Salvador

CESTA Friends of the Earth El Salvador

Red de Acción Ciudadana frente al Libre Comercio e Inversión - SINTI TECHAN

France

AITEC

ATTAC

Les Amis de la Terre

Georgia

The Greens Movement of Georgia/Friends of the Earth-Georgia

Germany

Urgewald

World Future Council

Ghana

Friends of the Earth-Ghana

India

Bharatiya Krishak Samaj

Toxics Watch Alliance

Indonesia

Bia'lii, Asesoría e Investigación, A.C

CAPPA

KRuHA

Risma Umar of Solidaritas Perempuan

Italy

ANOLF PIEMONTE
CRBM
Fair
ISCOS Piemonte
MAIS NGO

Japan

ATTAC Japan
Finance GreenWatch
keisukenagoshi

Kenya

Daughters of Mumbi Global Resource Center
Jamaa Resource Initiative

Liberia

Sustainable Development Institute

Mali

IRPAD/Afrique

Mauritius

FoE Mauritius

Mexico

Alianza Mexicana por la Autodeterminación de los Pueblos (AMAP)
Bia'lii, Asesoría e Investigación, A.C.
Centro Mexicano de Derecho Ambiental
Mexico
ECOMUNIDADES
Marea Creciente Mexico/Revuelta Verde
Red Mexicana de Accion frente al Libre Comercio RMALC

Netherlands

ASEED
Both ENDS
Commission for Filipino Migrant Workers (CFMW)
Transnational Institute (TNI)
Transnational Migrant Platform (TMP)
X minus Y Solidarity Fund

Norway

Norsk Bonde og Småbrukarlag
Norvege
The Norwegian Forum for Environment and Development

Paraguay

Base Investigaciones Sociales
SOBREVIVENCIA, Friends of the Earth Paraguay

Philippines

Asian Indigenous Women's Network

IBON Foundation

Kalikasan Peoples Network for the Environment

Legal Rights and Natural Resources Center - Kasama sa Kalikasan / Friends of the Earth

PhilippinesPeoples Movement on Climate Change

Tebtebba (Indigenous Peoples' International Centre for Policy Research and Education)

South Africa

Earthlife Africa Jhb

South Durban Community Environmental Alliance

South East African Climate Consortium Student Forum

Umphilo waManzi

South Korea

Korea Federation for Environmental Movements

Spain

ACUL

Amigos de la Tierra

Área de Justicia y Solidaridad de CONFER

ATTAC Spain

Comisión 0,7% PIB de Daimiel

Ecodes

Ecologistas en Acción

ENTREPUEBLOS

Fundacion IPADE

Hegoa Instituto de Estudios sobre Desarrollo y Cooperación Internacional

MRC de Ciudad Real

Observatori del Deute en la Globalització

Ong AFRICANDO

Plataforma 0,7 Extremadura

Repsolmata

Salicor

Unión Sindical Obrera

UNIÓN UNIVERSAL DESARROLLO SOLIDARIO

Xarxa de l'Observatori del Deute en la Globalització (ODG)

Sri Lanka

Centre for Environmental Justice

Switzerland

Berne Declaration

International-Lawyers.org

Alliance Sud - the Swiss Coalition of Development Organisations

Togo

Les Amis de la Terre – Togo

Uganda

National Association of Professional Environmentalists/FoE Uganda

United Kingdom

Corner House
Earthworks
FERN
Friends of the Earth England, Wales and Northern Ireland
Friends of the Earth Scotland
Jubilee Debt Campaign
Jubilee Scotland
Platform
War on Want
World Development Movement

United States

Africa Faith and Justice Network
Amazon Watch
Americans for Informed Democracy
California Environmental Law Project
Center for Biological Diversity
Center of Concern
Columban Center for Advocacy and Outreach
Corporate Ethics International
Earthjustice
EcoEquity
Environmental Investigation Agency
Environmental Justice Climate Change Initiative
Faith Action Network of Washington
Friends of the Earth US
Gender Action
Human Nature
Jubilee San Diego
Jubilee USA Network
International Forum on Globalization
Institute for Agriculture and Trade Policy
International Rivers
Labor Network for Sustainability
Maryknoll Office for Global Concerns
Missionary Oblates
New Rules for Global Finance
North Carolina Wasted Awareness and Reduction Network
Oil Change International
Pacific Environment
Public Citizen
Rainforest Action Network
School Sisters of Notre Dame, Central Pacific Province - Shalom/JPIC Office
SERR - Servicios Ecumenicos para la Reconciliacion y la Reconstruccion
Sunseed Eco-Education Ministries
Sustainable Energy & Economy Network, Institute for Policy Studies
SustainUS
'Ulu Foundation
Unitarian Universalist Association of Congregations
U.S. Bangladesh Advisory Council
Voices for Progress

Jubilee NW Coalition USA

Uruguay

Instituto del Tercer Mundo